ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 26 juin 1963, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne le traitement et les cumuls des membres de l'ordre judiciaire", a donné le 1er juillet 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 26e juni 1963 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, wat de wedde en de cumulaties betreft van de leden van de rechterlijke orde", heeft de 1e juli 1963 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi,modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne le traitement et les cumuls des membres de l'ordre judiciaire,soulève les remarques suivantes.

Article 8.

Cet article a pour objet de régler une question controversée en doctrine, au sujet de la compatibilité de la perception, par des magistrats, d'une rétribution pour des fonctions accessoires, avec le prescrit de l'article 103 de la Constitution.

Le Conseil d'Etat a déjà examiné cette question dans plusieurs avis auxquels il se réfère, et dont la plupart ont été publiés dans des documents parlementaires.

L. 3547/1 - devenu la loi du 20 mars 1954 (Doc. Sénat, 1952-1953, V, 436).
L. 6122/2 - devenu la loi du 28 avril 1958 (Doc. Sénat, 1957-1958, n° 235 du 13 mars 1958).
L. 6603/1 - devenu la loi du 14 juillet 1960 (Doc. Séna 1958-1959, n° 168 du 14 mai 1959).
L. 6672/2 - devenu la loi du 27 mai 1960 (Doc. Sénat, 1958-1959, n° 216 du 9 juin 1959).

Jusqu'à présent l'article 103 de la Constit et l'article 232 modifié de la loi du 18 juin 1869 su l'organisation judiciaire ne s'appliquaient qu'aux "; Le projet, en remplaçant le mot "juge" par l'express "membre de l'ordre judiciaire", paraît vouloir étend les interdictions de cumuls à d'autres personnes, q sont vraisemblablement les membres des parquets et greffes. Le texte devrait être précisé sur ce poin

D'autre part, par l'expression "organisme d'intérêt public dont les budgets doivent être soumis ou communiqués aux Chambres législatives" le Gouvernement exclut les organismes énumérés sous la lettre D de l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et, d'une manière générale, tous les organismes dont les budgets ne sont pas soumis ou communiqués aux Chambres législatives. Il en résulte que le cumul de rétributions n'est pas interdit pour l'exercice de fonctions dans ces derniers organismes.

§ 2. Par la généralité de ses termes le 1° pourrait s'appliquer à tous les degrés d'enseignement. Si le Gouvernement n'a en vue que l'enseignement supérieur, cette précision devrait être apportée au texte.

Il va de soi que l'autorisation prévue au § 2, 1°, n'est pas nécessaire pour faire cours dans les universités libres, cette activité n'étant pas prévue par le § 1er.

Au 3°, il faut écrire "conseil de prud'hommes d'appel".

§ 4. Pour assurer la concordance avec les §§ 2 et 3, le début du § 4 devrait être rédigé comme suit :

"Avant que ne soit accordée l'autorisation prévue ... ".

.../...

Aux 1° et 3° il serait préférable d'employer l'expression "un membre de cette cour" ou "un membre d'un tribunal".

§ 7. Cette disposition ayant un caractère temporaire doit faire l'objet d'un article distinct, in fine du projet.

§ 8. Les interdictions prévues aux §§ 1er à 6 concernent l'exercice simultané de fonctions judiciaires avec d'autres activités. Ces dispositions ne sauraient être applicables aux magistrats éméritès ou honoraires qui, s'ils restent magistrats, n'en exercent plus les fonctions.

Si le Gouvernement entend appliquer aux magistrats éméritès et à ceux qui ont obtenu l'autorisation de porter le titre honorifique de leurs fonctions à la fin de leur carrière, certaines interdictions, celles-ci devraient être réglées par une disposition autonome et non par voie de référence.

Il va de soi que de pareilles interdictions ne pourraient s'appliquer à des magistrats qui ont obtenu le titre honorifique de leurs fonctions dans d'autres conditions, non plus qu'aux magistrats suppléants, qui ne font pas partie de l'ordre judiciaire.

.../...

Article 10.

Le premier des trois alinéas destinés à compléter l'article 227, pourrait être rédigé comme suit :

"Le traitement du magistrat qui, au moment de sa première nomination, occupe une fonction permanente de l'Etat, rétribuée par celui-ci, ne peut être inférieur au traitement dont il bénéficiait effectivement dans cette fonction".

Le Conseil d'Etat suggère de faire des dispositions faisant l'objet de l'article 10 du projet, un article 227bis de la loi de 1869.

Article 12.

Si la suggestion faite par le Conseil d'Etat à l'article 10 est suivie, la référence à l'article 227, alinéa 6, devrait être remplacée par une référence à l'article 227bis.

\+ +

Le projet soulève des observations de présentation et de forme. Il est d'usage que les modifications apportées à plusieurs articles d'une même loi, soient présentées dans l'ordre numérique de ces dispositions.

Les autres observations ne nécessitent aucun commentaire; il en a été tenu compte dans le texte proposé ci-après.

..

Article 1er.-

L'article 224 de la loi du 18 juin 1869, modifié par la loi du 31 juillet 1952, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 224.... (comme à l'article 1er du texte du Gouvernement) ... ".

Article 2.-

L'article 225 de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 1952, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 225. ... (comme à l'article 2 du texte du Gouvernement) ... ".

Article 3.-

L'article 227, alinéa 1er, de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 1952, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 227. ... (comme à l'article 3 du texte du Gouvernement) ... ".

Article 4.-

Un article 227bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 227bis. ... (comme à l'article 10 du texte du Gouvernement, modifié quant à l'alinéa 1er - voir avis)..

.../...

Article 5.-

L'article 229 de la même loi, modifié par la loi du 10 mai 1955, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 229. ... (comme à l'article 11 du texte du Gouvernement) ... ".

Article 6.-

L'article 232 de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 1952, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 232. § 1er à § 6. ... (comme à l'article 8 du texte du Gouvernement) (1) .

§ 7. (Voir observation sur le § 8 du projet

Article 7.-

L'article 233 de la même loi, modifié par les lois du 31 juillet 1952 et du 20 décembre 1957, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 233. ... (comme à l'article 4 du texte du Gouvernement) ... ".

.../...

(1) Il y a lieu d'écrire partout dans l'article : §.

Article 8.-

L'article 233bis de la même loi, modifié par la loi du 14 juillet 1960, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 233bis. ... (comme à l'article 5 du texte du Gouvernement) ... ".

Article 9.-

A l'article 234 de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 1952, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1er est remplacé par la disposition suivante ... (comme à l'article 6 du texte du Gouvernement)...

2° l'article est complété par la disposition suivante :

"Les dispositions de l'article 227bis sont applicables aux greffiers".

Article 10.-

L'article 235, alinéas 2, 3 et 4, de la même loi, modifié par les lois des 31 juillet 1952 et 14 juillet 1960, est remplacé par les dispositions suivantes:

"... (comme à l'article 7 du texte du Gouvernement) ... ".

.../...

Article 11.-

L'article 240 de la même loi, modifié par la loi du 31 juillet 1952, est complété par la disposition suivante :

"... (comme à l'article 9 du texte du Gouvernement) ... ".

Article 12.-

A l'article 1er de la loi du 20 mars 1954, modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, modifié par la loi du 9 mars 1962, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1er, les mots "pour les exercices 1953 à 1961 et pour l'exercice 1962 jusqu'au 30 juin 1962" sont remplacés par les mots "pour les exercices 1953 à 1962 et pour l'exercice 1963 jusqu'au 31 août 1963";

2° à l'alinéa 3, les mots "pour les exercices 1954 à 1961 et pour l'exercice 1962 jusqu'au 30 juin 1962" sont remplacés par les mots "pour les exercices 1954 à 1962 et pour l'exercice 1963 jusqu'au 31 août 1963".

.../...

Article 13.- § 1er.

a) les articles 1er à 5 et 7 à 11 produisent leurs effets le 1er juillet 1962;

b) l'article 6 entre en vigueur le 1er septembre 1963.

§ 2. L'arrêté royal du 26 juin 1962 attribuant une allocation spéciale aux magistrats et aux greffiers de l'ordre judiciaire cesse de produire ses effets le 30 juin 1962.

Article 14.-

Dans les trois mois qui suivront la publication de la présente loi, le titulaire d'un emploi de carrière exerçant des charges ou fonctions visées à l'article 232, § 3, de la loi du 18 juin 1869 modifié par l'article 6, en adressera la liste à l'autorité compétente.

L'accusé de réception qui lui en sera remis pa celle-ci vaudra autorisation de continuer à les exercer.

Les alinéas 1er et 2 sont applicables aux magistrats émérites, honoraires ou suppléants(sous réserve des observations formulées dans le corps de l'avis à propos de l'article 8, § 8, du projet).

Bij het ontwerp van wet ,tot wijziging van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, wat de wedde en de cumulaties betreft van de leden van de rechterlijke orde, zijn de volgende opmerkingen te maken:

Artikel 8.

Dit artikel bedoelt een oplossing te geven aan een omstreden doctrinevraag, namelijk in hoever het met het voorschrift van artikel 103 van de Grondwet bestaanbaar is, dat magistraten een bezoldiging ontvangen voor nevenbetrekkingen.

De Raad van State heeft dat punt al onderzocht in een aantal adviezen waarnaar hij hier moge verwijzen : de meeste zijn in parlementaire stukken bekendgemaakt :

L.3547/1 - wet van 20 maart 1954 geworden (Doc.Senaat, 1952-1953, V, 436).
L.6122/2 - wet van 28 april 1958 geworden (Doc.Senaat, 1957-1958, nr 235 van 13 maart 1958).
L.6603/1 - wet van 14 juli 1960 geworden (Doc.Senaat, 1958-1959, nr 168 van 14 mei 1959).
L.6672/2 - wet van 27 mei 1960 geworden (Doc.Senaat, 1958-1959, nr 216 van 9 juni 1959).

.../...

Vooralsnog vonden artikel 103 van de Grondwet en het gewijzigde artikel 232 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting alleen toepassing op "rechters". Waar de ontwerp-wet "rechter" door "lid van de rechterlijke orde" vervangt, lijkt zij het cumulatie-verbod tot anderen, waarschijnlijk leden van parketten en griffies te willen uitbreiden. De tekst moet, wat dat betreft, verduidelijkt worden.

Door de woorden "instellingen van openbaar nut waarvan de begrotingen aan de Wetgevende Kamers moeten worden onderworpen of medegedeeld", sluit de Regering de instellingen uit die vermeld zijn onder D van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en, in het algemeen alle instellingen waarvan de begrotingen niet aan de Wetgevende Kamers worden onderworpen of medegedeeld. Daaruit volgt, dat cumulatie van bezoldigingen niet verboden is voor het uitoefenen van ambten in die instellingen.

§ 2. De tekst onder 1° is zo algemeen geformuleerd, dat hij voor alle graden van onderwijs kan gelden. Denkt de Regering alleen aan het hoger onderwijs, dan zou dat in de tekst tot uiting moeten komen.

Het spreekt vanzelf dat een machtiging als bedoeld onder § 2, 1°, niet nodig is voor wie aan een vrije universiteit wil doceren, want die werkzaamheid is niet bedoeld onder § 1.

Onder 3° schrijve men "werkrechtersraad van beroep".

.../...

§ 4. Ter wille van de overeenstemming met de §§ 2 en 3 zou § 4 als volgt moeten beginnen :

"Alvorens de in de §§ 2 en 3 bedoelde machtiging wordt verleend ...".

Onder 1° en 3° ware de uitdrukking "een lid van dat hof" of "een lid van een rechtbank" te verkiezen

§ 7. Aan die bepaling, die tijdelijk is, zou een artikel moeten worden gewijd, achteraan in het ontwerp.

§ 8. De verbodsbepalingen onder de §§ 1 tot 6 betreffen het gelijktijdig uitoefenen van rechterlijke ambten en van andere werkzaamheden. Op magistraten-emeriti en eremagistraten, die, al blijven zij magistraat, het ambt niet meer uitoefenen, kunnen die bepalingen geen toepassing vinden.

Verbodsbepalingen welke de Regering toepasselijk mocht wensen te verklaren op emeriti en op hen die op het eind van hun loopbaan gemachtigd zijn tot het voeren van de eretitel van hun ambt, zouden in een zelfstandige tekst en niet bij wege van verwijzing moeten worden vastgesteld.

Uiteraard zouden zulke verbodsbepalingen niet kunnen gelden voor magistraten, die de eretitel van hun ambt onder andere omstandigheden hebben verkregen en evenmin op plaatsvervangende magistraten, die niet tot de rechterlijke orde behoren.

.../...

Artikel 10.

Het eerste van de drie leden tot aanvulling van artikel 227 kan als volgt worden gelezen :

"De wedde van de magistraat die op het tijdstip van zijn eerste benoeming een vast, door de Staat bezoldigd Staatsambt bekleedt, mag niet lager zijn dan de wedde die hij in dat ambt werkelijk ontving".

De Raad van State geeft in overweging, aan het bepaalde in artikel 10 van het ontwerp een artikel 227bis in de wet van 1869 te wijden.

Artikel 12.

Wordt op de zoëven betreffende artikel 10 gegeven wenk ingegaan, dan ware niet naar artikel 227, zesde lid, maar naar 227bis te verwijzen.

\+ +

Over de inkleding en de vorm van het ontwerp is het een en ander op te merken. Het gebruik wil, dat wijzigingen in verschillende artikelen van eenzelfde wet de nummering van die artikelen volgen.

Bij de overige opmerkingen is geen commentaar nodig. In de hierna voorgestelde tekst is er rekening mede gehouden.

.../...

Artikel 1.-

Artikel 224 van de wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 224 ...(zoals in artikel 1 van de tekst van de Regering) ...".

Artikel 2.-

Artikel 225 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 225 ... (zoals in artikel 2 van de tekst van de Regering) ...".

Artikel 3.-

Artikel 227, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 227 ... (zoals in artikel 3 van de tekst van de Regering) ...".

Artikel 4.-

In dezelfde wet wordt een artikel 227bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 227bis. ... (zoals in artikel 10 van de tekst van de Regering, maar gewijzigd wat het eerste lid betreft -zie advies)...".

.../...

Artikel 5.-

Artikel 229 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 mei 1955, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 229. ...(zoals in artikel 11 van de tekst van de Regering) ...".

Artikel 6.-

Artikel 232 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1952, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 232, § 1 tot § 6. ... (zoals in artikel 8 van de tekst van de Regering) (1).

§ 7. (Zie opmerking over § 8 van het ontwerp) ...".

Artikel 7.-

Artikel 233 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 31 juli 1952 en 20 december 1957, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 233. ...(zoals in artikel 4 van de tekst van de Regering) ...".

.../...

(1) Overal in het artikel gebruike men het teken : "§".

Artikel 8.-

Artikel 233bis van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1960, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 233bis. ...(zoals in artikel 5 van de tekst van de Regering) ...".

Artikel 9.-

In artikel 234 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1952, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt door de volgende bepaling vervangen : ... (zoals in artikel 6 van de tekst van de Regering) ...;

2° het artikel wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"De bepalingen van artikel 227bis zijn van toepassing op de griffiers".

Artikel 10.-

Artikel 235, tweede, derde en vierde lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 31 juli 1952 en 14 juli 1960, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

"..(zoals in artikel 7 van de tekst van de Regering)..."

.../...

Artikel 11.-

Artikel 240 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1952, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"... (zoals in artikel 9 van de tekst van de Regering) ...".

Artikel 12.-

In artikel 1 van de wet van 20 maart 1954 tot wijziging van artikel 232 van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, gewijzigd bij de wet van 9 maart 1962, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "voor de dienstjaren 1953 tot 1961 en voor het dienstjaar 1962 tot 30 juni 1962" vervangen door de woorden "voor de dienstjaren 1953 tot 1962 en voor het dienstjaar 1963 tot 31 augustus 1963" ;

2° in het derde lid worden de woorden "voor de dienstjare 1954 tot 1961 en voor het dienstjaar 1962 tot 30 juni 1962" vervangen door de woorden "voor de dienstjaren 1954 tot 1962 en voor het dienstjaar 1963 tot 31 augustus 1963".

.../...

Artikel 13, § 1.-

a) De artikelen 1 tot 5 en 7 tot 11 hebben uitwerking met ingang van 1 juli 1962 ;

b) artikel 6 treedt 1 september 1963 in werking.

§ 2. Het koninklijk besluit van 26 juni 1962 tot toekenning van een speciale toelage aan de magistraten en griffiers van de rechterlijke orde houdt op uitwerking te hebben, met ingang van 30 juni 1962.

Artikel 14.-

Binnen drie maanden na de bekendmaking van deze wet, zendt de titularis van een loopbaanbetrekking die opdrachten of ambten uitoefent als bedoeld in artikel 232, § 3, van de wet van 18 juni 1869, gewijzigd bij artikel 6, de lijst ervan aan de bevoegde overheid.

Het ontvangbewijs dat die overheid hem daarvan zal afgeven, geldt als machtiging om ze verder uit te oefenen.

Het eerste en het tweede lid zijn van toepassing op de magistraten-emeriti, de eremagistraten of de magistraten-plaatsvervangers (onder voorbehoud van de opmerkingen in het advies gemaakt bij artikel 8, § 8, van het ontwerp).

La chambre était composée de

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G. HOLOYE, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation,
P. ANSIAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. SUETENS.

Le rapport a été présenté par M. W. LAHAYE, auditeur général adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. W. LAHAYE, adjunct-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.